

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORET

SERVICE DU DEVELOPPEMENT LOCAL

25 JUIN 1990

ARRETE 2D/4B/I/90/N°1427 en date du
portant déclaration d'utilité publique
des travaux de création des périmètres de
protection (portant autorisation de
dérivation des eaux) à entreprendre
par la commune de AMONCOURT

LE PREFET,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'avant projet des travaux de
création des périmètres de protection à entreprendre
par la commune de AMONCOURT ;

VU le plan des lieux et notamment le
plan et l'état parcellaire des terrains compris dans
les périmètres de protection de la source de
JARGES ;

VU la délibération du Conseil
Municipal en date du 20 avril 1989 adoptant le
projet, créant des ressources à l'exécution des
travaux et demandant la déclaration d'utilité
publique desdits travaux ;

VU l'avis du Conseil Départemental
d'Hygiène de la Haute-Saône en date du 27 septembre
1989 ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur
qui est favorable à la réalisation du projet ;

Considérant que les travaux projetés
n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus à
l'article 2 du décret N° 72.195 du 29 février 1972 ;

Sur la proposition du Secrétaire
Général de la Préfecture de la Haute-Saône ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1 : - Sont déclarés
d'utilité publique les travaux à entreprendre par la
commune de AMONCOURT, en vue de la création des
périmètres de protection de la source de JARGES.

ARTICLE 2 : - La commune de
AMONCOURT est autorisée à dériver les eaux de la
source et du forage, jusqu'à concurrence de 200 m3
par jour.

ARTICLE 3 : - Il sera établi autour
de la source et du forage, un périmètre de
protection immédiate et un périmètre de protection
rapprochée, conformément aux indications du plan et
de l'état parcellaire annexés au présent arrêté et
en application des dispositions de l'article L.20 du
code de la santé publique et du décret N° 61 859 du
1er août 1961 complété et modifié par le décret N°
67.1093 du 15 décembre 1967.

ARTICLE 4 : - Le périmètre de
protection immédiate devra appartenir en pleine
propriété à la commune de AMONCOURT. Toute activité
y est interdite. Il devra être clos ; le Directeur
Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
dressera procès-verbal de l'opération. De plus, le
sondage de reconnaissance situé dans ce périmètre
devra être comblé de façon étanche. Des panneaux de
sensibilisation au public seront placés en limite
dudit périmètre.

ARTICLE 5 : - Le périmètre de protection rapprochée est défini au plan et à l'état parcellaire annexés au présent arrêté. A l'intérieur, l'épandage de lisier y est interdit. Les terrains devront garder leurs vocations actuelles (bois et prés). La maison située parcelle N° 703 devra ou être équipée d'un système d'épuration efficace, ou d'une canalisation évacuant les eaux usées vers le ruisseau de JARGES.

ARTICLE 6 : - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. La qualité des eaux sera placée sous contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène. La commune d'AMONCOURT devra mettre en place un dispositif de stérilisation efficace des eaux dans le cas où les analyses effectuées révéleraient une eau non potable à la consommation.

ARTICLE 7 : - Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus aux articles 4 et 5, il devra être satisfait aux obligations résultant à l'institution desdits périmètres dans un délai de deux ans à compter de la date de publication du présent arrêté. Les expropriations des terrains nécessaires à la réalisation des travaux de protection des deux captages visés à l'article 1er devront être effectuées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 : - Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 4 et 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret N° 67.094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée N° 64.1245 du 16 décembre 1964.

ARTICLE 9 : - Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge de la commune d'AMONCOURT, d'une part publié à la conservation des hypothèques du Département de la Haute-Saône et d'autre part notifié à chacun des propriétaires des terrains concernés par l'établissement desdits périmètres. Une copie de ces actes sera adressée au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral 2D/4B/I/90/N°632 en date du 6 avril 1990 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 8 juin 1990 sur les résultats de l'enquête ;

VU le Code rural et notamment l'article 113 sur la dérivation des eaux non domaniales ;

VU le Code de l'administration communale ;

VU le décret-loi du 8 août 1935 sur la protection des eaux souterraines et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

VU les articles L.20 et L.20.1 du code de la santé publique ;

VU le décret N° 61.859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret N° 67.1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L.20 du code de la santé publique ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la loi modifiée N° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU le code d'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L.11.1 à L.11.7 et R.11.1 à R.11.18 inclus ;

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi modifiée N° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret modifié N° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2ème) et le décret d'application modifié N° 55.1350 ;

ARTICLE 10 : - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, le Maire de AMONCOURT, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Haute-Saône et dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

POUR AMPLIATION,
POUR LE SECRETAIRE GENERAL ET PAR DELEGATION,
L'ATTACHE, CHEF DU BUREAU


Marina CLEMENT



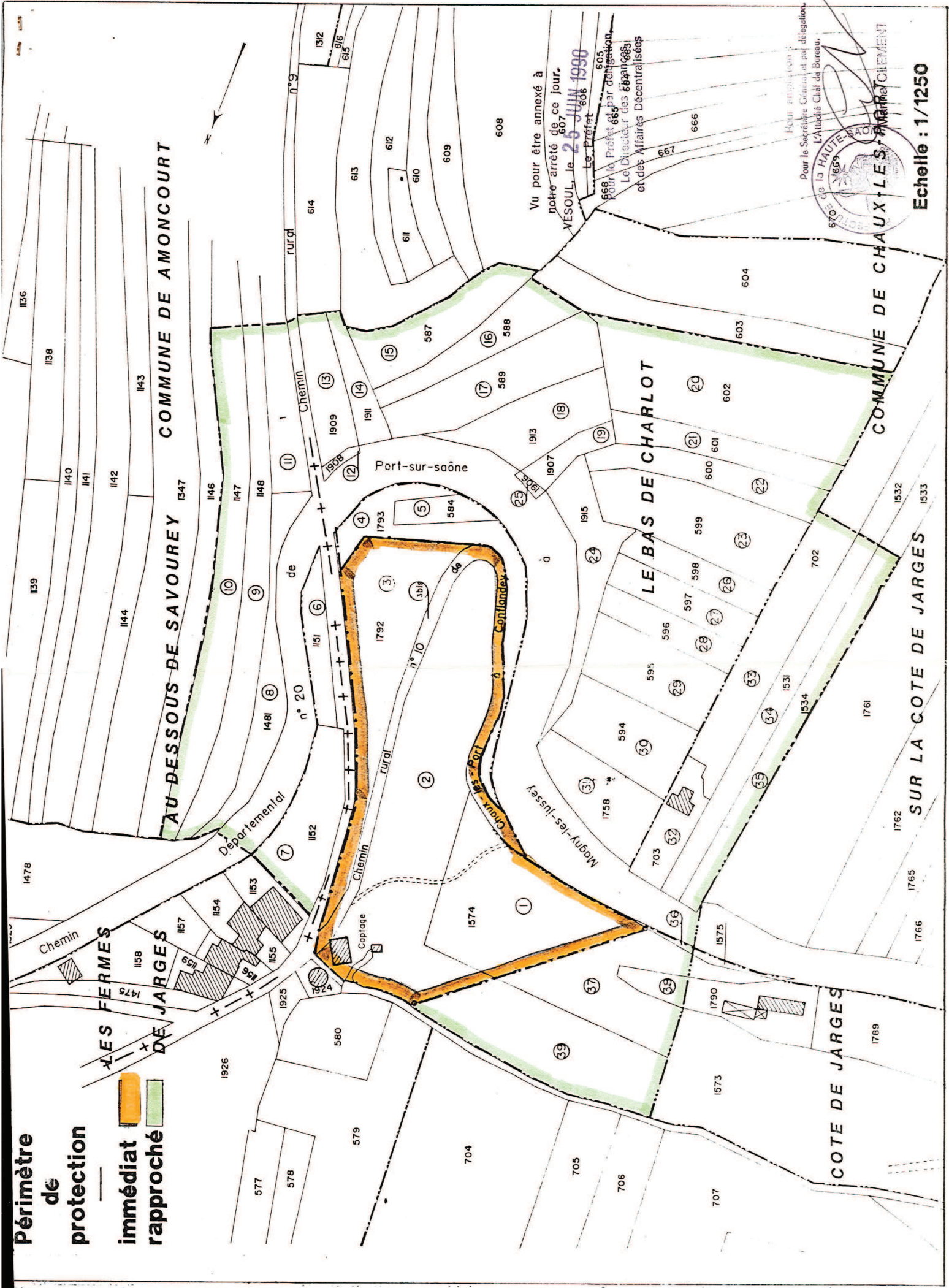
FAIT A VESOUL, LE

25 JUIN 1990

LE PREFET,
POUR LE PREFET ET PAR DELEGATION,
LE SECRETAIRE GENERAL
Michel FUZEAU

Périmètre de protection

—
immédiat
rapproché



Vu pour être annexé à
notre arrêté de ce jour.
VESOUL, le 23 JUILLET 1990

Le Préfet 606 605
668 669 par délégation.
Le Directeur des Affaires Régionales
et des Affaires Décentralisées 664 665

Pour le Secrétaire Général et par délégation,
L'Attaché Chef de Bureau,
la HA

COMMUNE DE CHAUX-LES-ARRETOLEMENT

Echelle : 1/1250